

RAPPORT DE MONITORING DE PROTECTION REGIONS DU SAHEL ET CENTRE NORD SEPTEMBRE 2019

- I. DEVELOPPEMENTS MAJEURS ET CONTEXTE OPERATIONNEL
- II. MOUVEMENTS DE POPULATIONS ET COEXISTENCE PACIFIQUE
- III. VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS
- IV. ACTIONS DE REPONSES/REFERENCEMENTS ET GAPS
- V. DEFIS GLOBAUX
- VI. RECOMMANDATIONS





I. CONTEXTE OPERATIONNEL

DE PDI MONITORES EN SEPTEMBRE



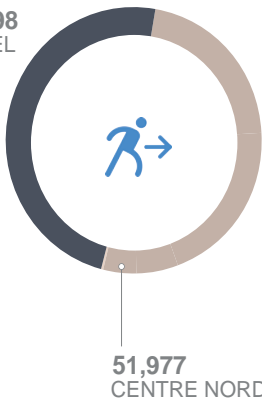
■ **Le contexte opérationnel et sécuritaire** dans une grande partie du Sahel et le Centre-Nord reste toujours très instable et préoccupant malgré les efforts déployés par les autorités étatiques pour sécuriser ces régions. On note d'importants incidents sécuritaires au cours de ce mois qui continuent de troubler la quiétude et le bien-être des populations dans ces régions. Ces incidents ont principalement consisté en des assassinats, des vols et extorsions de biens, de la destruction d'infrastructures administratives et collectives, des arrestations d'individus suspectés, des affrontements entre des hommes armés non identifiés et les Forces de Défense et de Sécurité, des intimidations et menaces contre les populations civiles.

■ **Dans la région du Sahel**, le contexte sécuritaire a été marqué entre autres par le départ des éléments de police en charge de la sécurisation de la ville de Djibo, et les attaques simultanées des détachements militaires de Baraboulé et Nassoumbou dans la nuit du 11 au 12 septembre 2019. Ces événements ont déclenché un vent de panique dans cette ville et dans les villages environnants. Près de 30 000 personnes déplacées internes (PDI) sont arrivées à Djibo au cours de ce mois de septembre selon les données de la Direction provinciale de l'Action humanitaire du Soum.

■ **Dans le Centre-Nord**, 36 incidents de sécurité ont été enregistrés contre 06 au mois d'août 2019. Il y a été noté des attaques par des individus armés non identifiés qui s'étendent maintenant aux provinces du Bam et du Namentenga qui jusque-là n'en avaient enregistrées que très peu. Malgré un accroissement de la présence des FDS en termes de zone de couverture, les communautés signalent une présence importante d'individus armés non identifiés autour des localités telles que les communes Dablo, Pensa, Bourzanga, Ankouna, et Zimtenga. Par conséquent, on note des mouvements préventifs en provenance des villages de Nafo, Pissélé, secteur 7 Voclassé, zinibéogo, Kourao dans la province du Bam ; de Rounga, Sirfou Hitté et Nommo de la Commune de Ouindigui dans la province du Loroum vers les chefs-lieux de communes et de départements dans la province du Bam de peur d'être victimes d'exactions et afin de bénéficier de la protection des détachements des Forces de Défense et de Sécurité.

DE PDI MONITORES PAR REGION

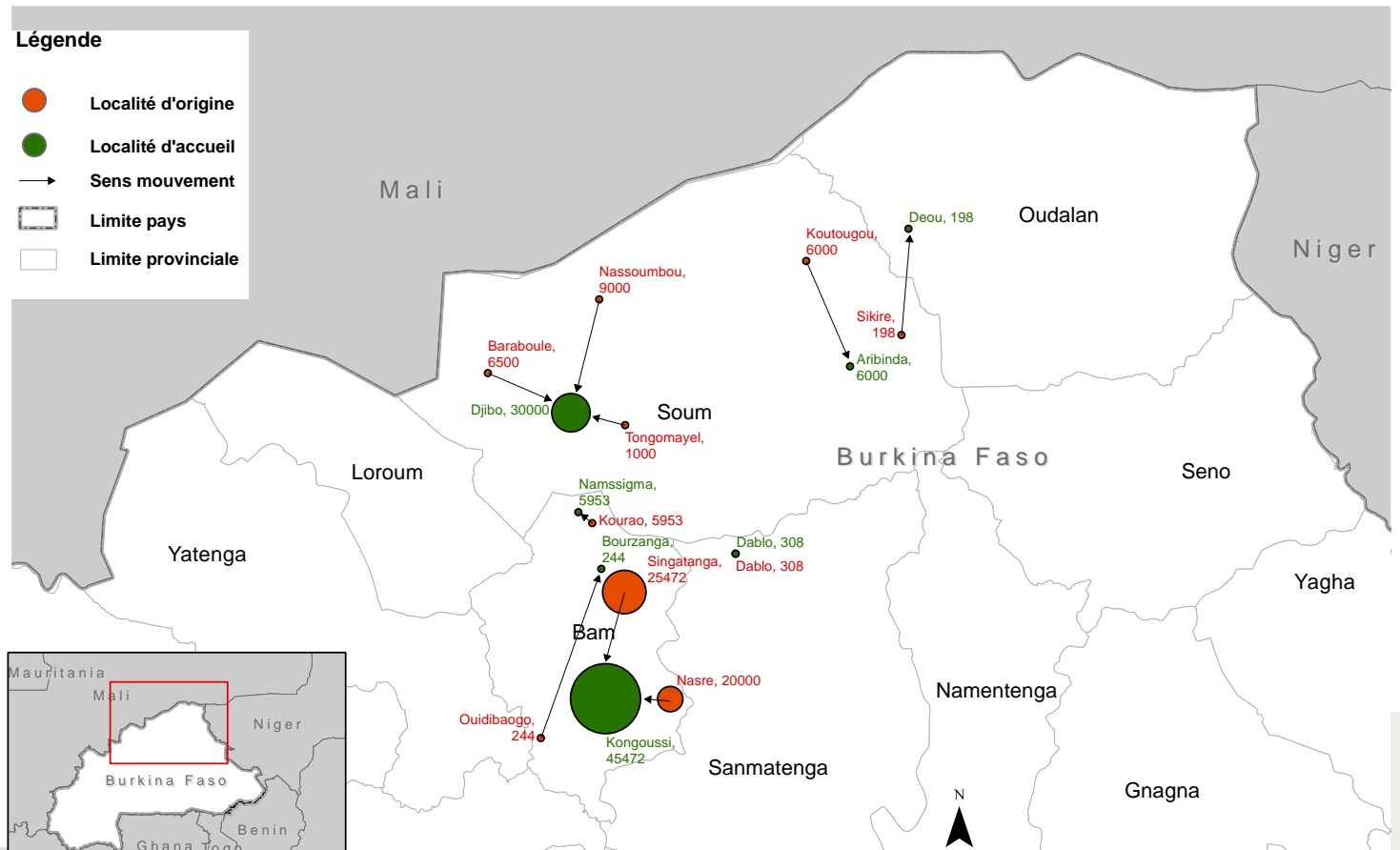
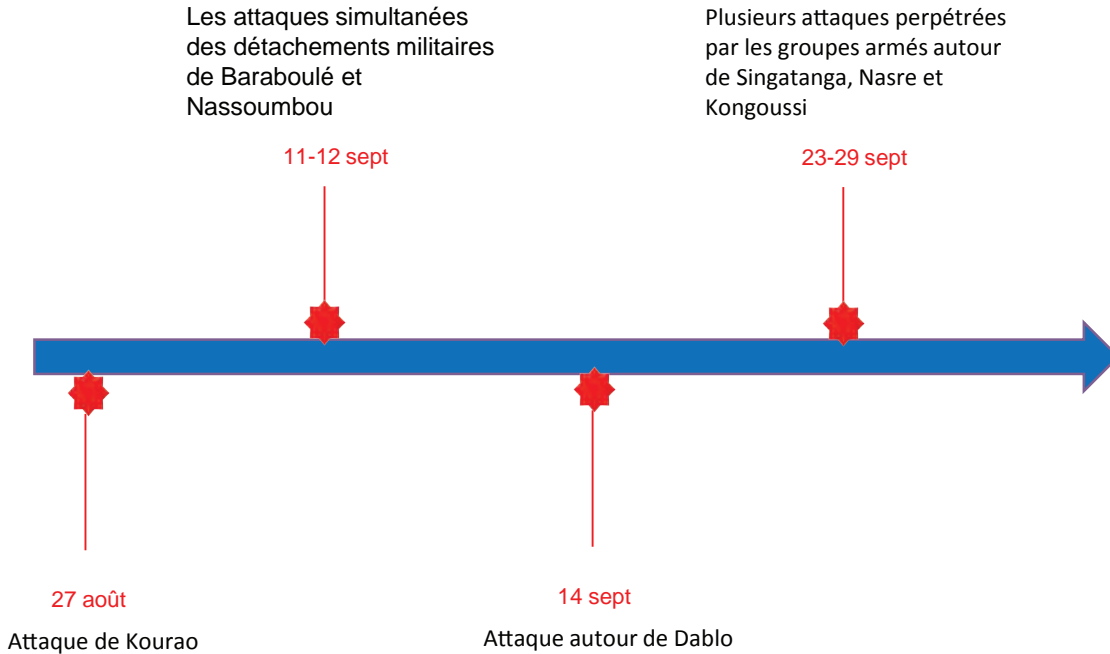
36,198
SAHEL



II- MOUVEMENTS DE POPULATIONS

“Le seul choix qui nous reste c’est d’abandonner tout et quitter le village. L’essentiel c’est d’être en vie... Aujourd’hui, ce ne sont pas seulement les FDS ou institutions de l’Etat qui sont visés mais tout le monde... Je ne sais pas de quoi sera fait demain mais il faut toutefois partir ...” avait déclaré un père de famille rencontré lors d’une mission de monitoring de protection dans le village de Essakane province de Bam/région du Centre Nord.

Principales raisons ayant occasionné les mouvements en septembre



Zoom sur Kongoussi /province du Bam: Les récentes attaques perpétrées au cours de la semaine du 23 au 29 septembre 2019 par les groupes armés ont provoqué des afflux continus de populations vers les chefs-lieux des communes avoisinantes dont Kongoussi. Les statistiques issues du recensement rapide réalisé par le Coprosur font état de 45 472 PDI arrivées en septembre 2019 pour un total de 79 364 PDI. La quasi-totalité de ces PDI arrivées viennent essentiellement de Zimtenga, Nasséré ainsi que quelques villages aux alentours de la ville de Kongoussi. Beaucoup ont fui de manière préventive juste après avoir appris la présence de groupes armés à proximité de leur village, ils informent ne plus avoir accès à leurs champs transformés en pâturage par des groupes armés. Ces PDI de Kongoussi vivent pour la plupart dans des magasins ou anciens bâtiments administratifs que les autorités ont mis à leur disposition mais également dans des familles d'accueil. L'absence d'infrastructures en eau et latrines dans ces bâtiments est un grand défi. Les besoins urgents de ces PDI sont les abris, l'assistance alimentaire, les kits de dignité pour les femmes et filles, l'amélioration de leurs moyens de subsistance pour soutenir leur résilience.

Coexistence pacifique

■ Dans la région du Sahel, la coexistence pacifique entre les populations déplacées internes et les communautés hôtes n'a pas été mise en mal pendant la période sous rapport. Les PDI sont en majorité logés dans des familles d'accueil avec lesquelles elles ont des liens de parenté.

Dans la province du Soum, une certaine stigmatisation des réfugiés Maliens de Mentao se ressent davantage avec la crise qui prend de l'ampleur et les attaques contre les FDS qui se multiplient, certaines couches de populations les suspecteraient d'être de connivence avec les hommes armés non identifiés. Ces réfugiés du camp de Mentao ont exprimé l'urgence d'être relocalisés le plus rapidement possible vers d'autres zones du Burkina Faso.

■ Dans le Centre-Nord, des problèmes de stigmatisation, de méfiance et de discrimination entre les PDI et les communautés hôtes sont apparents dans certaines localités. A titre illustratif, un conflit sanglant a éclaté ce 25 septembre au marché de bétail de Bourzanga entre les communautés Mossi et Peulh et a occasionné deux (2) morts et deux (2) blessés graves. Cette situation aurait pu s'envenimer davantage n'eut été l'intervention des Forces de Défense et de Sécurité (FDS).

III. VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS

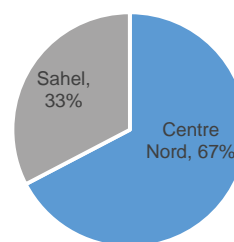
REGION DU SAHEL	VIOLATION DE DROITS (#)	REGION DU CENTRE NORD
9	Violence conjugale	-
6	Arrestation arbitraire	4
-	Traite	-
4	Maltraitance d'enfant	-
-	Agression physique	10
8	Vol Pillage	11
3	Déni de ressources	13
5	Assassinat	40
5	Extorsion des biens	2
2	Enlèvement	5
3	Menaces/ intimidation	9
-	Cas IED	1
-	Viol	6

Résumé général des violations,

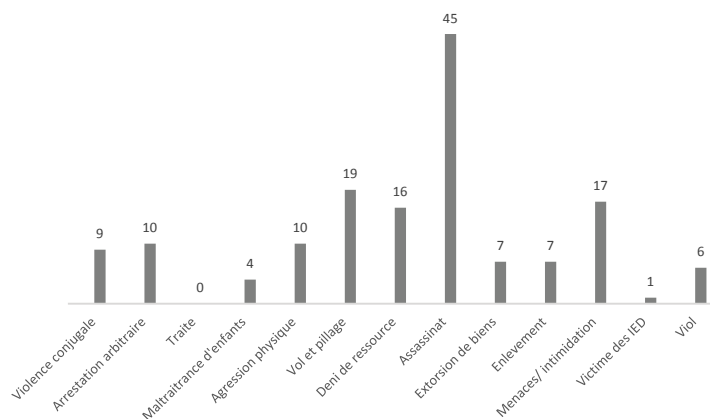
Au total 151 incidents de protection ont été rapportés dont des attaques sur des localités ou des embuscades, des intimidations ou des enlèvements de personnes ressources/influents, des vols et des pillages, des menaces d'attaque avec ultimatum, d'explosion d'engins explosifs etc. dans les régions du Sahel et du Centre-Nord.

Ces incidents affectent aussi bien des individus, des PDI, communautés hôte et réfugiés.

VIOLATION DE DROITS PAR REGION



VIOLATION DE DROITS PAR TYPOLOGIE



Causes et impact des violations sur les populations dans la région du Sahel

Dans la région du Sahel, ce sont au total 50 incidents de protection qui ont été identifiés et documentés dans les provinces du Soum et de l'Oudalan.

Les violences conjugales ont été enregistrées à Djibo et Kelbo dans la province du Soum. Le déni d'accès aux opportunités a été rapporté à Arbinda dans le Soum à travers l'interdiction faite à des femmes d'exercer une activité génératrice de revenus pour des raisons de pesanteurs sociales accentuées par le contexte sécuritaire précaire. Les cas d'agressions sexuelles ont été rapportés à Djibo (1) Kelbo (3) et Arbinda (3) et portent sur des accusations de viol par des hommes armés.

■ **Les différents cas de VBG** (violences conjugales, agressions sexuelles, déni d'accès aux opportunités principalement à Djibo et Kelbo, a Arbinda) seraient dus à l'insécurité qui sévit dans ces zones, au manque d'opportunités économiques ou moyens de subsistance et par conséquent une certaine perception de perte d'autorité ressentie par certains hommes.

■ **Les cas de vols et pillages** sont devenus des incidents récurrents dans les communes affectées. Il s'agit notamment de vols de bétail, d'engins à deux roues et de cambriolage des boutiques. Ces incidents ont été enregistrés principalement à Gorom-Gorom/province Oudalan, Djibo et Tongomayel/ province du Soum

■ **Les cas d'assassinats** dans le Sahel ont affecté des leaders religieux et personnes influentes de Djibo, Mentao et Pobé-Mengao dans le Soum et de Inawas/commune de Markoye dans la province de l'Oudalan. Les cas d'enlèvement de personnes ont été enregistrés à Dibi 1 (village de Gorom-Gorom) et Bossey (commune de Gorom-Gorom) dans la province de l'Oudalan.

■ **Des cas d'arrestation** de présumés combattants des groupes armés non étatiques, ou d'individus suspectés de collaborer avec ces groupes ont été notés. Ces cas d'arrestation sont de plus en plus récurrents dans la ville de Gorom-Gorom qui était jusque-là très peu affecté par l'insécurité.

■ **Les cas destruction de ponts à l'explosif** ont été notés à Bangharia dans la commune de Nassoubou et Bougouma dans la commune d'Arbinda. La destruction de ces ouvrages contribue à davantage isoler Nassoubou et Arbinda respectivement de Djibo et de Dori.

Causes et impact des violations sur les populations dans la région du Centre Nord

■ **Les cas d'assassinats** de civils ont eu lieu lors d'embuscades meurtrières (convoi humanitaire sur l'axe Dablo-Kelbo et explosion d'engins explosifs sur l'axe Gueindbila-Barsalogo). Avec l'insécurité grandissante, les populations de Dablo ont fortement interpellé les FDS sur leur devoir de sécurisation.

■ **Des vols de biens** (plus de 500 bœufs volés au cours de la période sous revue) ont été commis par ces groupes armés non étatiques.

■ **Les cas VBG** dans le Centre-Nord touchent des femmes déplacées qui dans leur quête de subsistance et/ou de bois de chauffe s'éloignent de leurs zones d'accueil et deviennent victimes de bandits en armes. Cette situation est exacerbée par la peur grandissante de kidnapping et d'assassinat de certains hommes qui laissent désormais ces charges aux femmes.

Les auteurs principaux restent des individus armés non identifiés mais également des criminels qui profitent de l'insécurité ambiante pour opérer en toute quiétude. Les populations dans les zones affectées sont ainsi privées de leurs sources de revenus et de subsistance, fragilisant ainsi la résilience communautaire.

Documentation et éducation dans le Sahel et le Centre Nord

% Ecoles fermées dans le Sahel



66,4%

Elèves affectés dans le Sahel



81,013

PDI dans les écoles au Centre Nord



9,947

d'animaux volés depuis mars 2019



2,500

de pers affectées par le dysfonctionnement de services de santé



553,978

■ La fermeture des écoles dans le Sahel affecte 81 013 élèves.

■ Au Centre Nord, il a été identifié un besoin de 1500 abris pour reloger les 9,900 PDI qui occupent 36 écoles de Pissila, Kaya, Barsalagho, Korsimoro, Boussouma et ainsi permettre aux enfants de reprendre le chemin de ces écoles. Les acteurs gouvernementaux y compris les communes, les agences des Nations Unies telles le HCR, UNICEF, le PAM, les ONG internationaux tels que DRC, NRC, Help, et les ONGs locales tels que ATAD, AJED ont élaboré ensemble des plans municipaux en vue de la résolution de cette question. Cependant, d'autres défis subsistent tels que le déplacement continu avec des besoins grandissants, les ressources limitées, l'accès à des espaces pour l'érection d'abris etc.

■ Fonctionnement des services d'état civil : de manière générale, les assassinats et enlèvements des représentants de l'Etat impacte sur la présence de ces derniers dans leurs zones d'affectations. Sur un total de quatorze (14) communes que comptent les provinces du Soum et de l'Oudalan, seuls les services de l'Etat civil des communes urbaines de Djibo et Gorom-Gorom fonctionnent encore normalement.

IV. ACTIONS DE REPONSES/REFERENCEMENTS ET GAPS

- Au niveau individuel/ménage : Dans la région du Sahel et du Centre Nord, le Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) a apporté, sous financement de l'UNHCR, des assistances individuelles de protection à 103 familles de déplacées internes à Gorom-Gorom (61 dans le Sahel et 42 dans le Centre Nord) répartis entre 40 familles monoparentales dirigées par des femmes et 62 familles extrêmement vulnérables et 1 cas d'évacuation médicale.
- 82 cas d'enfants vulnérables ont été référés vers les services de l'action sociale et la santé pour une prise en charge adéquate.
- A travers le projet « Fourniture de services de prévention et de protection aux enfants affectés par les situations d'urgence dans les provinces de Soum et Oudalan » financé par UNICEF, DRC a assisté 5155 enfants dont 2546 garçons et 2609 filles dans 34 Espaces Amis des Enfants dans le Sahel.
- L'association ZAIN a procédé à la remise de noyaux reproducteurs de petits ruminants à 150 femmes veuves déplacées internes à Gorom-Gorom.

V. DEFIS GLOBAUX ET RECOMMANDATIONS

Les principaux défis se résument comme suit :

- L'accès de plus en plus réduit pour des questions de sécurité :
 - Dans le Sahel il s'agit de Déou, Markoye, et Oursi dans la province de l'Oudalan et Tongomayel, Nassoumbou, Arbinda, Kelbo et Baraboulé dans le Soum
 - Dans le Centre Nord, il s'agit de Foubé, Dablo et Pensa dans le Sanmatenga, Bouroum dans le Namentenga, Zimtenga, Nasséré et Bourzanga dans le Bam
- L'insuffisance de l'assistance humanitaire apportée faute de ressources et l'inclusion systématiques des familles hôtes dans les programmes d'assistance

VI. RECOMMANDATIONS

Recommandations	Acteurs de mise en œuvre
Assistance urgente en abris, eau/assainissement, assistance alimentaire, sante et moyens de subsistance en faveur des déplacées dans les centres collectifs et en famille d'accueil à Kongoussi/province du Bam/Centre Nord	Secteurs Abris, EHA, Sante, Protection, Sécurité alimentaire, Résilience
Accélérer l'appui en abris aux PDIs dans le Centre Nord qui occupe les infrastructures scolaires pour faciliter l'accès à l'éducation pour la rentrée scolaire 2019-2020	Acteurs étatiques, secteur Abris, WASH et secteur Education
Renforcer la sensibilisation sur les violations des droits humains notamment les Violences Basées sur le Genre (déni d'opportunité, agressions sexuelles, viol) dans les lieux d'accueil de PDIs	Acteurs étatiques, Secteur Protection
Renforcer la sécurité sur l'axe Gorom-Gorom-Déou/région du Sahel, et Dablo-Kelbo, Dablo-Nagréongo, Dablo-Barsalogho dans la région du Centre-Nord afin de faciliter l'aide humanitaire	Gouvernement
Développer et renforcer les moyens de subsistances des communautés déplacées et hôtes pour réduire les risques liées aux abus et exploitations	Acteurs étatiques, tous secteurs confondus et sous – groupe relèvement et résilience,
Renforcer la capacité de la société civile, des communautés exposées au déplacement, des autorités locales et autres intervenants à participer aux efforts de dialogue intercommunautaire Priorité au Centre Nord	Acteurs étatiques et sous-groupe cohésion sociale, résilience et relèvement.
Soutenir l'assistance psychosociale des personnes victimes de violence	Secteur protection et sante

Pour plus d'information

contactez Mr. Mbailassem LeDjendolde, (coordoprotection-bf@drc-wa.org)
Mr. Hector Jean-Jacques Richard Malonga, (malonga@unhcr.org)